

Fin d'année maussade pour la CGT



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 28 décembre 2017

source[Boulevard Voltaire]Fin d'année maussade pour la CGT, centrale syndicale qui, après avoir été supplantée par la CFDT lors des dernières élections des salariés du privé, aurait perdu un tiers de ses adhérents. Chiffre évidemment contesté par les principaux intéressés qui n'évoquent qu'une baisse de 1 %. Question de calcul, paraît-il.

Plus sérieusement, c'est le syndicalisme français dans son ensemble qui est en crise, et tout particulièrement celui de la CGT. Avec tout juste 8 % de salariés syndiqués, secteurs public et privé confondus, nous sommes la lanterne rouge de l'Europe, sachant que le taux de syndicalisation de l'Allemagne et de l'Angleterre affichent respectivement des taux deux et trois fois supérieurs au nôtre.

Mais la France ne serait plus tout à fait la France s'il n'y avait exception française en la matière. Ainsi le journaliste David Boéri, chef du service économique de *France 3*, remarquait-il récemment : « *Il y a un vrai paradoxe, car même avec ce très faible taux, 93 % des salariés français sont en réalité couverts par des accords collectifs, négociés par des syndicats.* »

Il n'empêche que la situation de la CGT est encore plus alarmante que celles de ses concurrents. À sa droite, la CFDT réformiste. À sa gauche, SUD activiste. Et le plus vieux syndicat de France de naviguer à vue entre les deux. On l'attendait à la rentrée, pour le fameux troisième tour social, contre la loi travail, théorisée du temps de François Hollande par un certain [Emmanuel Macron](#). Le pétard est d'autant plus mouillé qu'en coulisses, le nouveau Président fait savoir à la centrale en question que s'il est possible de « moraliser » la vie politique française, il l'est tout autant de faire de même de celle des syndicats. Quand on sait le magot de la formation professionnelle que se partagent, en légalité toute relative, syndicats ouvriers et patronaux, l'affaire est pliée d'avance.

D'ailleurs, il y a bien longtemps que la CGT passe plus de temps à gérer ses intérêts propres que ceux de la classe ouvrière. Le défunt Emmanuel Ratier, spécialiste de ces discrets réseaux qui comptent, dont le très sélect club *Le Siècle*, affirmait, à l'occasion d'un entretien accordé au journal *Flash*, en 2010 :

« *Le Siècle, on n'y entre pas. On y est coopté, par deux parrains au moins. On y trouve les gens qui comptent déjà et ceux qui compteront un jour, genre Rachida Dati, dont le CV était pourtant plus que squelettique. Mais aussi Nicole Notat, jadis patronne de la CFDT, le second syndicat de France. Ou Jean-Christophe Le Duigou, chargé des actions revendicatives de la CGT, à tu et à toi avec les grands patrons.* »

»

Un retournement qui n'a rien de neuf. Il y a belle lurette que la CGT a renié ses idéaux fondateurs – abolition du salariat, indépendance vis-à-vis des partis politiques, expropriation des capitalistes et grève générale –, avant d'en faire de même du prolétariat. En effet, avant que le Front national ne fasse de la préférence nationale l'un de ses chevaux de bataille, la CGT le précède le 10 août 1932, faisant adopter à l'Assemblée nationale une loi défendue par Roger Salengro, laquelle garantit la préférence nationale à l'embauche. Le texte est aboli le 17 octobre 1981, sans que cette même CGT n'y trouve à redire.

Pourtant, quelques mois auparavant, le 6 janvier 1981, le très communiste Georges Marchais demande la fin de « *l'immigration, qu'elle soit clandestine ou légale* ». Et la CGT le laisse seul, bien seul. Dans les années 1990, quand Jean-Edern Hallier, dans son brûlot *L'Idiot international*, dénonce le néo-capitalisme à la Bernard Tapie, quelques cégétistes sauvent l'honneur en lui prêtant main forte. Ils sont tous exclus, au même titre que les derniers communistes patriotes de la place du Colonel-Fabien. La ligne cégéto-communiste est alors à l'Europe, à l'antilepénisme et à la drague appuyée en direction des immigrés. L'antiracisme est devenu autrement plus confortable que l'anticapitalisme. La mondialisation de l'économie a tout emporté sur son passage, tandis que se parachève la trahison de la classe ouvrière.

Que la CGT en paye aujourd'hui le prix n'est que juste retour des choses.